

Afrique du Sud

DES ANNEES A SE BATTRE

Le 21 mars 1960, la police de l'apartheid ouvre le feu sur des manifestants à Sharpeville. 69 morts, qui s'ajoutent aux milliers de martyrs de la résistance commencée au début de ce siècle. Depuis, l'ONU a fait de cette date la journée internationale contre le racisme.

Contrairement au reste de l'Afrique noire, où la conquête coloniale a été réalisée par des militaires et des fonctionnaires européens de passage, qui ont laissé aux Africains la propriété de la terre, l'implantation étrangère en Afrique du Sud a été le fait de civils qui ont systématiquement exproprié les populations autochtones de leurs terres et de leur bétail.

Au lieu d'avoir commencé à l'extrême fin du XIX^e siècle, la conquête du pays khoïsan (Bochimans et Hottentots aujourd'hui

disparus) a débuté en 1652 ; celle du pays noir en 1779 avec la première « guerre de frontière » ou « guerre khoïsa » dans l'est de l'actuelle province du Cap.

La résistance opposée par les Noirs à l'envahisseur blanc a été exceptionnellement longue et vigoureuse, puisque la révolte du chef zoulou Bambata, dans le Natal, en 1906, est considérée comme le dernier épisode de la résistance armée de type tribal.

Le 8 janvier 1912, deux ans après la naissance de l'Union sud-africaine, la fondation de la *South African National Native Congress* qui sera rebaptisé *African National Congress*, (ANC), en 1923, marque le départ d'une nouvelle forme de résistance africaine, fondée sur le rejet des divisions tribales et la collaboration avec des organisations politiques indiennes et métisses.

L'avocat indien Gandhi, qui a séjourné en Afrique du Sud entre 1893 et 1914, et organisé la résistance indienne a utilisé des méthodes non violentes. Son exemple sera suivi pendant près de cinquante ans par l'ANC.

Le 26 juin 1955, l'ANC convoque à Kliptown, près de Johannesburg, un Congrès du peuple réunissant près de trois mille délégués, noirs, indiens, métis et blancs. Par acclamations, l'assemblée adopte le préambule suivant : « *L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, Blancs et Noirs, et aucun gouvernement n'est justifié à prétendre exercer l'autorité s'il ne la tient de la volonté de tous.* »

On vote une Charte de la liberté en dix chapitres, dont celui-ci : « *Toute personne, sans distinction de race, de*

couleur ou de sexe, doit avoir le droit de voter et d'être éligible à tout organe législatif ou administratif. »

A l'Appel à la paix et à l'amitié exprimé à la fin de la Charte, le gouvernement répond en traduisant en justice 156 signataires sous l'accusation de trahison (Treason Trial) et en intensifiant les poursuites pour infraction aux lois sur les pass. En cette année 1955, le nombre des condamnations à une peine de prison ou une amende s'élèvera à 338 000, soit une pour cent Noirs urbanisés.

Le 9 août 1956, plus de 20 000 femmes noires entament une marche sur Pretoria, la capitale administrative, pour protester contre la loi étendant aux femmes l'obligation du pass. Le 9 août est célébré depuis comme le *Jour des femmes* (South Africa Women's Day).

Le 21 mars 1960, la police ouvre le feu sur une foule de Sud-Africains noirs qui se présentaient sans pass. La fusillade fait 69 morts et plus de 200 blessés à Sharpeville. En vertu de l'état d'urgence proclamé le 30 mars, 20 000 personnes sont arrêtées et 2 000 détenues sans jugement. Le 8 avril, l'ANC est interdit en même temps que le Pan African Congress (PAC), parti noir dissident, fondé en 1959 par Robert Sobukwe, et qui revendique « *le gouvernement des Africains par les Africains et pour les Africains* ».

Albert Luthuli, président de l'ANC (qui obtiendra le prix Nobel de la paix en 1961), est condamné à trois ans de prison, ainsi que Robert Sobukwe.

Le 16 décembre 1961, six mois après la proclamation de la république d'Afrique du Sud, une campagne de sabotages est lancée par des militants de l'ANC et du PAC (tous les deux interdits depuis plus d'un an), auxquels se joignent des Sud-Africains indiens et blancs.

La répression est immédiate et terrible, surtout après l'arrestation, en août 1963, à Rivonia, dans la banlieue de Pretoria, de dix dirigeants de l'ANC, parmi lesquels Walter Sisulu et Goban Mbeki.

Le procès dit de *Rivonia* débute en octobre 1963 et se poursuit jusqu'en juin 1964. En même temps que les auteurs de sabotages arrêtés à Rivonia, on y juge Nelson Mandela, alors âgé de quarante-cinq ans, qui a été, avec Olivier Tambo, actuel président de l'ANC, le premier avocat noir d'Afrique du Sud. Tous seront condamnés à l'emprisonnement à vie à Robben Island, en face de la ville du Cap. En 1983, Nelson Mandela sera transféré dans la prison de Pollsmoor, près du Cap.

De janvier 1963 à décembre 1965, les tribunaux distribueront 8 000 années de prison à 1 300 accusés et 300 condamnations à mort (deux pendaïsons par semaine).



Dessin CORTES

En 1968, apparaît le mouvement de la conscience Noire. Alors qu'elle paraissait brisée à la fin de 1965, la résistance africaine renaît en 1968 avec la mise sur pied de plusieurs organisations scolaires et communautaires rattachées au mouvement de la Conscience noire, BC, dont la philosophie sera résumée par Steve Biko en 1972 : « *Le Noir doit se dégager de ses complexes d'infériorité et être fier de son propre système de valeurs, de sa culture, de sa religion et de sa vision de la vie.* »

D'abord limité aux scolarisés, étudiants et lycéens, le mouvement de la Conscience noire se répand par la poésie, le théâtre, la théologie et différentes organisations communautaires. Beaucoup de ses membres, poursuivis par la police, sont obligés de fuir leur pays ou de rester dans la clandestinité.

En février 1973, pour la première fois dans l'histoire de l'Afrique du Sud, des grèves obtiennent des résultats. Plus de 61 000 ouvriers de Durban, presque tous des Zoulou, font prendre conscience aux travailleurs noirs du pouvoir qu'ils détiennent en raison de la proportion de plus de 70 % qu'ils occupent dans la population active.

Le 16 juin 1976, la police réprime de façon sanglante à Soweto (township de Johannesburg comptant plus d'un million d'habitants) des émeutes qui avaient débuté par une manifestation pacifique d'environ 10 000 collégiens noirs âgés de douze à vingt et un ans contre l'introduction de l'afrikaans comme langue d'enseignement pour une moitié du programme.

Le 25 juin, le nombre des victimes annoncé officiellement s'élève à 176 tués, plus de mille blessés et 1 300 arrestations. Entre le 25 juin et le 25 septembre, les émeutes débordant largement le milieu des scolarisés atteignent toutes les grandes zones industrielles d'Afrique du Sud. A la fin de l'année, on fera état, officiellement, de plus de 600 morts, plusieurs milliers de blessés, environ 5 000 arrestations et au moins 700 personnes détenues pour « *raisons de sécurité* », parmi lesquelles presque tous les dirigeants du mouvement de la Conscience noire, des dizaines de journalistes et des personnalités religieuses.

Le 17 septembre 1977, on apprend la mort en prison de Steve Biko, le leader reconnu de la Conscience noire. L'opinion internationale réagit violemment en apprenant que Steve Biko est, depuis mars 1976, le 25^e détenu mort à la suite de mauvais traitements de ses geôliers. Aux accusations lancées contre lui, le gouvernement répond par un coup de massue sans précédent porté à la résistance.

Le 19 octobre avant l'aube, des raids de police aboutissent à l'arrestation d'une cinquantaine de personnalités noires ou blanches, et à la mise hors la loi de dix-huit organisations, dont dix-sept relèvent de la Conscience noire. Deux journaux à grand tirage destinés aux Noirs sont interdits.

De Ghandi à Nelson Mandela, deux avocats pour la cause noire.

En 1979, le gouvernement spécifie que « *le terme de travailleur ne sera plus désormais suivi d'une quelconque référence raciale* » et admet en conséquence les principes de liberté d'association et d'autonomie des syndicats noirs.

Dans l'espace de quatre années, on assiste à une véritable explosion syndicale noire. Le nombre de syndiqués est multiplié par quatre : 350 000 en 1983, soit 6 % des salariés noirs (contre 20 % de syndiqués parmi les travailleurs blancs). Deux fédérations multiraciales sont créées, la FOSATU et le CUSA. Elles s'ajoutent aux deux anciennes fédérations également multiraciales : la SACTU, fondée en 1955, qui a toujours entretenu des liens étroits avec l'ANC et qui a dû passer dans la clandestinité en 1964 ; et la TUCSA, créée en 1954, qui comprenait en 1983, sur 370 000 membres, une minorité de Noirs et une majorité d'Indiens et de métis.

Sauf – évidemment – la SACTU interdite, ces fédérations se proclament officiellement « apolitiques ». A côté d'elles se créent de nouveaux syndicats, qui n'hésitent pas, malgré une intense surveillance policière, à se dire partie prenante dans les mouvements de résistance politique.

Dans le cas du Syndicat national des mineurs, NUM, cette prise de position apparaît particulièrement prometteuse pour l'avenir de la résistance noire, étant donné la place prépondérante tenue par l'industrie minière dans l'économie sud-africaine. Fondé en 1982, le NUM annoncera 80 000 adhérents en 1984 et 180 000 en août 1985, sur un total de 475 000 mineurs noirs.

Parmi les nouvelles associations de scolarisés qui ont succédé à celles interdites en 1977, il faut distinguer deux tendances : le mouvement des étudiants azaniens, AZASM, fondé en 1983, adhère aux thèses de la Conscience noire et le Congrès des étudiants sud-africains, COSAS, fondé en 1979, a des effectifs plus importants et affirme son attachement à la Charte de la liberté, donc à l'ANC ; il a mis sur pied en 1983 des « organisations de jeunesse » s'adressant aux jeunes travailleurs et aux jeunes chômeurs.

Des hommes qui se battent

A côté de ces associations de jeunes, scolarisés ou travailleurs, se fondent de nombreuses associations de « résidents » dans les townships (Civic Associations), dans lesquelles les femmes sont particulièrement actives.

Pour situer la place des milieux d'Eglise dans la résistance, il faut savoir que 92 % des Sud-Africains noirs se déclarent chrétiens et que presque toutes les réunions, y compris les réunions syndicales s'ouvrent par une prière. C'est, dans le continent africain, une situation tout à fait particulière.

Plusieurs personnalités religieuses ont joué et jouent un rôle de premier plan dans la résistance en s'engageant publiquement et en dénonçant devant l'ensemble du monde chrétien le « scandale de l'apartheid ».

L'évêque anglican, Desmond Tutu, auquel a été attribué le prix Nobel de la paix en 1984, est le mieux connu à l'extérieur de l'Afrique du Sud.

Le pasteur Allan Boesak, aumônier de l'université de Western Cape, réservée aux métis, élu en 1982 président de l'Alliance réformée mondiale, WARC, prêche depuis 1979 l'union des Eglises et des mouvements politiques anti-apartheid. En 1983, il a mis ces idées en action en lançant le Front démocratique uni (UDF).

L'archevêque de Durban, Mgr Denis Hurley, est une des figures dominantes de l'Eglise catholique en Afrique du Sud, Eglise dont les effectifs ont fait plus que doubler depuis 1960 : deux millions et demi de fidèles, dont 80 % de Noirs au recensement de 1980. Mgr Hurley a pris depuis longtemps des positions clairement exprimées contre l'apartheid. En 1982, il a déclaré que : « L'Eglise veut engager son poids moral aux côtés des syndicats dans leur lutte. » Président du conseil des évêques catholiques de l'Afrique australe, SACBC, il a constamment soutenu son secrétaire général, le père Smangaliso Mkhathshwa, quand celui-ci a été « banni » pour cinq ans en 1977, puis emprisonné et jugé au Ciskei (Etat noir « indépendant »), en 1983, pour avoir adhéré à l'UDF.

Banni en octobre 1977, pour avoir soutenu la cause de la Conscience noire, et rendu à une vie normale sept ans plus tard (26 septembre 1984), le pasteur Beyers Naudé est une figure extraordinaire du protestantisme sud-africain, car il appartient à une famille afrikaner et à une Eglise de langue afrikaans, la NGK, qui a toujours défendu l'apartheid. □

MARIANNE CORNEVIN

Extrait de la pochette Apartheid publiée en mars par le MRAP.



1879 : les Zoulous font la guerre aux Anglais, qui, eux-mêmes, ont attaqué les Boers.



1960 : Sharpeville, le premier jour de la campagne de désobéissance civile fait plus de soixante morts.



AFP

VOUS

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT :

- Servent pour payer. Toujours vert. – 2. D'un département français. – 3. Planches de bois. Apparus. – 4. Epaissit. Nombreux dans un immeuble. – 5. Avions l'audace de. – 6. Il ou elle ? Vastes étendues d'eau. – 7. Possessif. Ville antique. – 8. Saisons. Jeu. – 9. Note. Qui entraîne la mort. – 10. Pronom. Courbe.

VERTICALEMENT :

- On peut les voir dans l'air. Note. – 2. Me rendrais. Organe. – 3. Mettaient en couches. – 4. Terme de tennis. Lac pyrénéen. Possédés. – 5. D'une mer. – 6. Servent à juger. Mesure. – 7. Direction. Diriger. – 8. Célèbre par son violon. Possessif. – 9. Il parlait bien. Procure un plaisir. – 10. Parties charnues. Pour encourager.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

LA CHAÎNE DES MOTS

On passera du premier au dernier mot en ne changeant qu'une seule lettre à la fois, l'ordre des lettres restant inchangé et formant à chaque fois un mot existant.

BIC PION
 --- ---
 --- ---
 --- ---
 --- ---
 JUS --- --- DAME

Solution des jeux du numéro précédent :

Mots croisés :

Horizontalement : 1. Décalages. – 2. Arriérés. – 3. Miette. Tel. – 4. Anar. Ovide. – 5. Sète. Limes. – 6. Sisteron. – 7. Ente. – 8. Ain. Obèses. – 9. Cossues. Et. – 10. En. Usé. Ose.

Verticalement : 1. Damas. Face. – 2. Erines. Ion. – 3. Créations. – 4. Aîtres. Su. – 5. Let. Trous. – 6. Aréole. Bée. – 7. Gê. Virées. – 8. Estimons. – 9. Edentées. – Clés. Este.

Cryptarithme

T = 1, C = 2, A = 3, U = 4, K = 5, N = 6, R = 9.